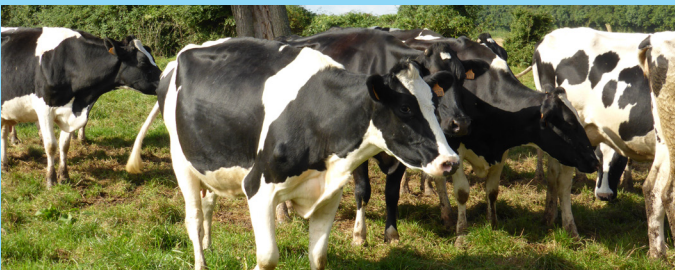


FranceAgriMer

> Les synthèses de FranceAgriMer

juin 2015 • numéro **4**

LAIT /



Prospective filière lait de vache



FranceAgriMer

ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

12 rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 / 93555 Montreuil cedex
Tél. : +33 1 73 30 30 00 / Fax : +33 1 73 30 30 30

www.franceagrimer.fr
www.agriculture.gouv.fr



Le Conseil spécialisé Lait de FranceAgriMer a souhaité que soit mené un exercice de prospective pour la filière lait de vache à l'horizon 2030. La conduite de cette étude a été confiée à la Mission Prospective de FranceAgriMer. L'objet de cette étude est d'élaborer des scénarios pour l'avenir de la filière lait de vache qui puissent servir au CS Lait et aux décideurs de la filière, en vue de l'élaboration de stratégies collectives.

La méthodologie spécifique à la prospective n'a pas pour objet de prédire l'avenir mais de permettre d'anticiper différentes situations que l'on pourrait rencontrer, sans préjuger de leur caractère probable, souhaitable ou au contraire redoutable. Ces situations et les chemins qui y conduisent sont inscrits dans des « scénarios » qu'il s'agit de présenter aux commanditaires et décideurs. L'élaboration de ces scénarios incombe à des experts qui sont identifiés et réunis, et dont les compétences diversifiées sont croisées dans un contexte de liberté de parole et d'efforts constants de compréhension mutuelle. Le groupe d'experts, dénommé « cellule d'animation » de la prospective, est constitué de chercheurs, experts de l'administration et professionnels de la filière. Cette cellule a compté 22 membres et s'est réunie 19 fois entre avril 2013 et avril 2015.

Le travail a pour base la méthode SYSPAHMM (Système, Processus, Agrégat d'Hypothèses, Micro et Macrosécarios) formalisée par M. et C. Sebillotte à l'INRA. Cette méthode repose sur la représentation commune du système étudié et des problématiques porteuses d'enjeux pour l'avenir qui sont l'objet d'exposés d'experts. Ces exposés servent de support à la rédaction d'hypothèses dont l'expression en recto et en verso permet d'envisager différents futurs possibles. Près de 500 hypothèses ont ainsi été rédigées par la cellule d'animation. **82 hypothèses**, jugées les plus déterminantes pour l'avenir de la filière, ont, in fine, été sélectionnées. Ces hypothèses ne sont pas uniquement tendancielles, elles incluent également des « signaux faibles » actuellement d'ampleur limitée mais jugés potentiellement porteurs de modifications sensibles de la trajectoire de la filière étudiée à l'avenir. Les relations d'influences / dépendances entre ces hypothèses considérées deux à deux ont été établies et utilisées pour regrouper les hypothèses les plus liées entre elles en agrégats ; ceux-ci constituent la trame des scénarios interdisciplinaires qui tiennent ainsi compte des liens entre les hypothèses et en valorisent les libellés recto et verso. A l'issue de plusieurs étapes de réduction de la complexité, **4 scénarios contrastés d'évolution de la filière lait de vache à l'horizon 2030** ont été écrits.

Pour chaque scénario il est possible de dégager les enjeux et conséquences pour la filière lait, l'interprofession, ou encore telle ou telle famille professionnelle :

si le scénario se produit, alors,

- qu'est-ce qu'on gagne (en quoi est-ce une opportunité) ?
- qu'est-ce qu'on perd (en quoi est-ce un risque ou une menace) ?

et quelles sont les conséquences ?

Ces 4 visions scénarisées du futur de la filière lait de vache, ne s'apparentent en rien à de la prévision. Elles proposent simplement des futurs possibles et crédibles sans considération de probabilité pour leur occurrence. Il appartient au commanditaire de l'exercice, à savoir le Conseil Spécialisé Lait de FranceAgriMer, de se prononcer sur les attitudes à adopter vis-à-vis des scénarios en choisissant parmi 5 attitudes possibles :

- Proactivité positive : agir dès aujourd'hui pour favoriser l'advenue du scénario ;
- Proactivité négative : agir dès aujourd'hui pour défavoriser l'advenue du scénario ;
- Réactivité anticipée : se préparer dès aujourd'hui à l'advenue du scénario ;
- Veille : ce scénario doit être placé sous surveillance, pour savoir si son advenue se dessine au fur et à mesure du temps ;
- Aucune attitude : ce scénario ne présente pas d'intérêt particulier.

De tels positionnements pourraient alors contribuer à éclairer une démarche stratégique de filière.

Les thèmes abordés dans les scénarios

Les 4 scénarios pour la filière présentés ci-après, ont en commun d'aborder les mêmes familles de questions. Ces questions peuvent être structurées en 4 thèmes :

- Celles relatives **au contexte général, économique et réglementaire** dans lequel évolue la filière du lait de vache en abordant notamment les questions suivantes : changement climatique, attentes sociétales (que ce soit la sécurité alimentaire ou le bien-être animal), crise économique et financière, politique foncière et politique d'aménagement du territoire ; avec, à la charnière avec les questions liées au contexte spécifique de la filière, les problématiques de régulation publique que ce soit sur l'environnement ou dans le lien filière / territoire) et de concurrence avec les productions végétales ;
- Celles relatives **au contexte spécifique à la filière lait de vache** : épizooties, rejet de méthane, mouvement anti-lait, technologies, échanges internationaux, intensification des élevages, concentration géographique des élevages ; avec, à la charnière avec les acteurs, les questions de logistique et d'autonomie alimentaire des élevages ;
- Celles relatives **aux acteurs de la filière** : leurs relations et leurs rapports de force, l'intégration verticale, la cohérence des investissements des IAA, le modèle capitalistique des exploitations et les systèmes de production laitiers ;
- Enfin celles relatives **aux marchés et produits** : la consommation aux différentes échelles géographiques, la valorisation des produits industriels, les axes de segmentation des marchés, le volume de lait produit et son prix.

Contexte général	Contexte filière	Acteurs	Marchés et produits
Changement climatique Régulation publique (environnement climat)	Epizooties	Concertation entre acteurs Rapport de force entre acteurs Intégration verticale	Consommation mondiale Consommation européenne et française
	Rejet de CH4		
Attentes sociétales (sécurité alimentaire, allergies, effluents d'élevage, bien être animal...)	Anti-lait	Cohérence des investissements des IAA	Valorisation de produits industriels Segmentation des marchés (géographique par produits...)
	R&D technologies		
Concurrence avec productions végétales	Logistique	Modèle capitalistique des exploitations (w/Robot...) Système de production laitier	Prix du lait Niveau de la production laitière
Crise économique et financière	Échanges internationaux		
Politique foncière (prix du fermage)	Autonomie des élevages		
Régulation publique (filiale territoire)	Intensification des élevages		

In fine chacune de ces quatre histoires correspond à une combinatoire unique de réponses apportées à ces familles communes de questions.

Scénario 1 : Lait high tech et démondialisation

Recul des échanges mondiaux

La crise économique mondiale dégénère en crise financière et monétaire. Aucun continent ou grande zone économique n'est épargné, même si les pays émergents sont moins affectés que les pays plus anciennement industrialisés. Ce contexte défavorable aux échanges va encourager les pays importateurs de produits laitiers (Asie, Afrique, Russie,...) à développer leurs propres filières de production laitière. D'autant plus que, à la faveur du changement climatique :

- de nouvelles épizooties (du type Schmallenberg ou FCO) touchent l'Europe et affectent la production laitière européenne au détriment des exportations ;
- la pression à la diminution des cheptels de ruminants coupables d'émissions de GES (méthane) s'amplifie.

Le changement climatique n'impose pas pour autant de concentration de l'élevage en zone tempérée et ne constitue pas un obstacle au développement des élevages dans les pays importateurs.

Les entreprises françaises ont construit et conservé une avance technologique dans le traitement du lait. Elles exportent leur savoir-faire pour accompagner le développement de ces nouvelles filières laitières en implantant les unités de transformation au plus près des consommateurs des pays émergents. Ainsi les produits laitiers de base sont-ils de plus en plus consommés et fabriqués localement dans les ex-pays importateurs avec l'aide des savoir-faire européens.

Le danger de la consommation des produits laitiers a été écarté par les scientifiques. La substitution du lait par des produits d'origine végétale est passée de mode. Les consommateurs qui renoncent souvent à la viande pour des raisons budgétaires, préfèrent les vrais produits laitiers quitte à accepter des traitements prophylactiques poussés visant à écarter les risques de contamination liés aux nouvelles maladies qui touchent le cheptel.

Marchés locaux

Néanmoins, malgré la crise qui impacte le commerce international, les entreprises françaises font valoir leur maîtrise des technologies innovantes (cracking,...) sur les marchés internationaux, et font du marché de la poudre de lait un marché autonome et créateur de valeur. Ainsi le marché se segmente-t-il avec des marchés locaux de produits frais et/ou transformés de grande consommation et un marché international de poudres *high tech*. Sur chacun des marchés, les prix évoluent de façon autonome, ceux des poudres étant fixés par les industriels détenteurs des technologies.

Ainsi, l'offre et la demande mondiales s'équilibrent entre le développement modéré d'une demande segmentée entre PGC et produits industriels de seconde transformation, et une augmentation maîtrisée de la production européenne : la relance de la production consécutive à la sortie des quotas ayant été atténuée par les problèmes sanitaires liés aux nouvelles épizooties.

Maintien de l'élevage sur le territoire

En France, dans une logique de sécurisation des territoires et de lutte contre le risque de désertification, les politiques d'aménagement visent à maintenir un tissu productif y compris dans les espaces à faible densité. Les aides du second pilier de la PAC sont mobilisées pour renforcer le lien au territoire qui s'était délité avec la disparition des quotas laitiers. Grâce à cette intervention publique, une production laitière est présente sur une bonne part du territoire français.

À chacun son métier dans la filière

Les rôles au long de la filière sont bien distincts :

- la distribution, qui a perfectionné sa logistique du dernier km, intègre les nouvelles formes de vente par Internet et garde la main sur la mise à la consommation des produits ; la Grande Distribution s'appuie sur les nouveaux modes de vente pour demander à l'industrie des produits standardisés dont l'origine locale, repérable sur l'étiquette, est un critère de choix pour les consommateurs de tous les pays.
- l'industrie joue son rôle d'intermédiaire technique élaborant des cahiers des charges très précis, notamment pour les poudres *high tech*, et utilise les leviers de la rémunération différenciée et les contrats. L'industrie continue d'investir dans la logistique afin d'améliorer les conditions de collecte d'une production encore assez dispersée sur le territoire grâce au soutien des aides du second pilier de la PAC.
- enfin, les producteurs organisés collectivement, prennent en compte la segmentation du marché, dans leur pilotage de la production.

Deux modèles d'exploitations laitières coexistent

L'organisation de la collecte, les aides publiques et la segmentation de la demande ont contribué au maintien d'une diversité de systèmes de production laitière sur l'ensemble du territoire. Le rythme de diminution du nombre d'exploitations reste similaire à celui observé au début du XXI^{ème} siècle et la concentration des fermes laitières se poursuit mais sans que se généralise le modèle « 1000 vaches ». Ainsi deux modèles de production coexistent :

- un modèle minoritaire dispersé sur le territoire, agro écologique, peu mécanisé, consommateur de travail et de capitaux essentiellement familiaux, produisant en plus du lait, de la viande et des services environnementaux. Dans ce modèle le troupeau est nourri essentiellement à l'herbe et valorise la technicité d'un système fourrager performant,
- et un modèle dominant en monoproduction laitière, alliant développement du salariat, généralisation de l'automatisation et achat de l'alimentation, bien que l'industrie, cantonnée dans son rôle « d'intermédiaire technique de transformation » ne se soit pas engagée financièrement à l'amont.

En effet, rassurés par la cohérence de l'organisation des producteurs qui ont su tirer partie des mesures fiscales et mettre en place des fonds de mutualisation des risques, d'autres financeurs extérieurs à la filière laitière (fonds financiers agricoles,...) sont intervenus pour lever les freins financiers à l'automatisation des exploitations. Les coopératives céréalières des bassins parisien et aquitain financent ce genre d'atelier pour assurer un débouché à leurs productions végétales.

Le prix croissant du foncier trie les modèles de développement laitier en favorisant concentration et spécialisation.

Image 2030 : La crise économique atteint son paroxysme sans affecter la consommation de produits laitiers qui ne sont pas remis en cause comme source de protéine. L'évolution du climat n'empêche pas le développement de filières laitières dans d'anciens pays importateurs soucieux de démondialiser leurs économies et d'être autonomes vis-à-vis d'une Europe laitière fragilisée par des épizooties inédites qui frappent son cheptel. L'industrie laitière française, forte de son avance technologique, accompagne ce mouvement en exportant son savoir-faire et en implantant des usines au plus près des consommateurs. Ainsi, les productions locales fournissent les populations en produits plutôt basiques et un marché mondial de poudres high tech (notamment françaises) bien valorisées se développe.

En France, des politiques volontaristes d'occupation du territoire maintiennent *a minima* un tissu productif local d'exploitations familiales agroécologiquement intensives pour l'approvisionnement des marchés de proximité alors que des investissements extérieurs à la filière ont levé les freins financiers au développement de grandes exploitations combinant, achat d'aliments, automatisation et salariat dont la production laitière est destinée à l'industrie.



Scénario 2 : La spirale concurrentielle

Avec des politiques de création monétaire trop longtemps poursuivies, finance et économie mondiales connaissent une rupture systémique. Aucun continent ou zone économique n'est épargné, même si les « pays émergents » sont moins touchés que les « pays développés ». Au sein de l'UE, si la baisse de consommation de viande, induite par la chute du pouvoir d'achat, bénéficie pour une part aux produits laitiers, la consommation de protéines animales en général est remise en question au profit de la consommation de protéines végétales. De plus, les recherches sur les effets des constituants du lait ont prouvé un certain degré de dangerosité des produits laitiers, renforçant ainsi le discours anti-lait.

Consommation de produits laitiers : baisse en Europe, accroissement dans les « pays émergents »

Cette baisse de la consommation européenne de lait et sa substitution par des produits végétaux est compensée par une progression dans les « pays émergents », moins réceptifs au discours anti-lait et plutôt dans une phase de diversification des modes de consommation. Globalement la consommation de produits laitiers stagne donc dans le monde alors que dans le même temps, la production laitière est en hausse depuis la fin des quotas. Autre débouché, le marché des produits industriels, peu innovant, reste essentiellement un marché de dégagement d'excédents laitiers. La baisse du prix à la production a permis une compétitivité immédiate, mais non pérenne, seules les exploitations laitières les plus performantes pouvant supporter des prix aussi faibles sur le long terme.

La fonte des marges interrompt l'engrenage à la baisse des prix lié aux surcapacités industrielles

Avec la stagnation des débouchés, la nécessité dans laquelle se trouvent les industriels de la transformation de tendre vers l'amortissement de leurs investissements en surcapacité les conduit à une surenchère à la baisse des prix de vente jusqu'à laminier leurs marges. La demande, même attirée par des prix bas sur le marché des produits industriels, croît moins que la production poussée à la hausse du fait de surcapacités de traitement, notamment industrielles, ce qui entraîne une baisse des cours mondiaux. Ce processus d'engrenage à la baisse des prix atteint toutefois ses limites dès lors que les marges des entreprises les plus performantes sont trop proches de zéro, puisqu'alors, même pour ces opérateurs, l'avantage de gains de parts de marchés ne compense plus le désavantage engendré par la baisse des prix de vente de leur production.

Émergence de transformateurs - distributeurs

Par ailleurs, les consommateurs ont opéré un basculement quasi-total de leurs achats vers l'Internet entraînant la fin

du besoin du « lieu super/hyper-marché ». Les distributeurs n'ayant pas suffisamment investi dans une logistique performante de service à la clientèle, les transformateurs développent leurs propres systèmes de distribution. Cette mutation concerne aussi bien les industriels de taille internationale pour des produits standardisés que de petites entreprises qui occupent ainsi les marchés de niches avec des aliments plus typés et territorialisés. Cette émergence de transformateurs-distributeurs s'accompagne d'un développement de leurs relations de partenariats avec l'amont, notamment pour assurer la croissance des exploitations qui n'ont pas d'accès direct au marché.

Retour des marges et reprise de l'engrenage à la baisse des prix

L'« interruption » dans le processus à la baisse des prix est remise en cause par le changement climatique, lequel concentre la production laitière dans les pays tempérés qui bénéficient de conditions de production plus favorables : cette concentration géographique de la production (qui s'additionne en France à celle découlant de la fin de la liaison quotas/territoires) renforce les marges des industriels qui captent une partie du surcroît de valeur ajoutée générée par les gains de productivité réalisés en amont. Pour les industriels optimisant au mieux leurs achats, cette concentration géographique fournit de plus l'occasion de minimiser les coûts logistiques liés au transport.

Ces conditions favorables à une amélioration des marges des industriels sont de plus confortées par les conséquences de certaines évolutions des conditions d'exploitation affectant l'élevage.

Les modifications climatiques favorisant l'agriculture française, le prix des terres agricoles augmente, ce qui accroît la nécessité (succession ou acquisition foncière) pour les exploitants d'accéder à des apports de capitaux extérieurs à la sphère familiale. Cet accès est facilité par les nouveaux transformateurs - distributeurs qui encouragent la création de fermes spécialisées et se portent caution des investissements, ou investissent eux-mêmes directement dans la production, afin de garantir, ou maîtriser leur approvisionnement et orienter vers la spécialisation voulue. Sous l'influence des transformateurs qui réduisent leur rayon de collecte, la production laitière se concentre autour des sites de transformation.

L'accès à ces capitaux (investissements et/ou cautions des transformateurs - distributeurs) conduit également au développement de la robotisation, qui se généralise à la traite et à l'alimentation dans les élevages laitiers : la productivité du travail est accrue afin de rentabiliser les capitaux investis dans une logique de saturation du potentiel productif des actifs familiaux sans recours au salariat.

Avec : > la généralisation de la robotisation,
> la non-fiscalisation d'une partie des profits faits pendant les bonnes périodes (« fonds de mutualisation laitier ») accordée aux seules exploitations dont le revenu dépend très majoritairement du lait,
> la possibilité de choisir le sexe au niveau de la semence ce qui accroît le taux de rentabilité du troupeau laitier,

le choix d'une monoproduction laitière est favorisé

Ainsi, l'ensemble de ces évolutions favorise un surcroît de marge permettant aux opérateurs industriels les plus performants de relancer leur politique de concurrence par les prix (avec des coûts de production et d'intrants moindres en visant notamment la saturation de l'outil industriel). Le marché du lait est donc caractérisé par un degré élevé de concurrence internationale et d'intensification industrielle et géographique (concurrence par les coûts industriels en aval et concentration de la production laitière dans les pays tempérés en amont).

Soucieux de sécuriser l'approvisionnement (en quantité et en prix) de leurs populations, les grands pays importateurs de produits laitiers se partagent entre le maintien d'un niveau plus ou moins important d'approvisionnement sur le marché mondial et un développement de leur propre production. En Europe, les produits laitiers ont vu leur consommation se resserrer sur une population plus restreinte, en demande de produits naturels (pour partie cf. notamment marchés de niches) même si ils sont importés. Cette population, qui résiste au discours anti-lait, est rassurée par un système de sécurité sanitaire performant et adapté, basé sur la prévention, ayant maîtrisé les maladies animales émergentes liées au changement climatique. Les pays de l'UE, dont le débouché intérieur est désormais restreint, exportent entre la moitié et les deux tiers de leur production en se positionnant pour approvisionner en produits basiques plutôt à bas prix les pays importateurs.

Concentration des IAA laitières jusqu'au niveau mondial

La prépondérance de l'export renforce le poids de l'industrie qui maîtrise sa distribution. Incapables de saturer un outil industriel en surcapacité, les entreprises (IAA laitières) les moins performantes disparaissent, ou sont absorbées par les plus performantes. Cette concentration des IAA laitières achève l'inversion du rapport de force originel GD / IAA laitières : en aval les transformateurs se sont substitués aux distributeurs, et en amont ils contrôlent la production, de sorte que le prix du lait ne dépend plus que de l'industriel.

Cette concentration s'accompagne d'une reprise des stratégies coût/volume avec de nouveaux investissements pour gagner des parts de marché, et donc des surcapacités dans l'industrie de transformation : la course à la taille

pour s'imposer sur le marché ne pourra en effet cesser avant la réalisation dans quelques années d'un *statu quo* concrétisé par une entente tacite de type oligopolistique mondiale entre un tout petit nombre d'acteurs survivants.

Système « horsolisé » et concentré dominant, à l'exception de quelques marchés de niche

Même si les innovations logistiques (collecte et distribution) permettent de maintenir quelques exploitations élaborant des produits laitiers plus typés et territorialisés à distance des usines de transformation, l'immense majorité des exploitations est située à proximité de celles-ci.

Si la tendance à la spécialisation et la nécessaire performance technique pour honorer sa dette favorisent l'augmentation de la taille économique des fermes laitières, cela ne se traduit pas par des fermes beaucoup plus grandes en SAU : dans un contexte de prix du foncier français croissant, la généralisation de la robotisation permet un développement important de la « horsolisation » de l'élevage laitier et induit un recours massif à l'achat d'aliments du bétail. La « ferme des 1 000 vaches » devient la norme. Les marchés de niche demeurant limités, le rythme de diminution du nombre d'exploitations laitières en France s'accélère.

Images 2030 : Crise monétaire affectant le pouvoir d'achat et renforcement du discours anti-lait au sein de l'UE entraînent une baisse de la consommation laitière européenne, compensée par une progression de la demande laitière dans les « pays émergents ». La nécessité de l'amortissement d'investissements en surcapacité conduit les industriels de la transformation à une surenchère à la baisse des prix de vente pour augmenter la charge des usines. Les marges des entreprises les plus performantes régressent jusqu'à ce que l'avantage de gains de parts de marchés s'accompagne de marges quasi-nulles.

La GD n'ayant pas développé une logistique performante de service à la clientèle, les transformateurs profitent du basculement des achats vers l'Internet pour mettre en place leurs propres systèmes de distribution.

Le changement climatique concentre la production laitière dans les pays tempérés, et relance une dynamique de gains de productivité à l'amont de la filière, partiellement captés par les opérateurs industriels les plus performants qui renouent avec les stratégies « couts-volume ». La course à la taille ne peut cesser avant la réalisation, à terme, d'une entente tacite de type oligopolistique mondiale entre un tout petit nombre d'acteurs survivants. De plus, cette concentration des IAA laitières parachève la substitution des transformateurs aux distributeurs. La forte capitalisation des fermes laitières s'accompagne d'un accroissement de la productivité du travail permis par l'intensification : la « ferme des 1 000 vaches » est la norme.

Scénario 3 : Une filière laitière conquérante et régulée

La consommation Européenne relancée

La poursuite de politiques monétaires efficaces évite le retour d'une nouvelle récession économique, voire d'une rupture systémique. Dans le même temps, les travaux de recherche sur les effets de la consommation de produits laitiers aux différents âges de la vie humaine se sont poursuivis. Ils ont débouché sur un bilan largement positif de cette consommation pour tous : on a trouvé le moyen de soigner les allergies et les diagnostics d'intolérance au lactose diminuent. Le retour à une certaine sérénité sur l'avenir économique et sur les effets du lait sur la santé relancent la consommation. Le consommateur est de nouveau à la recherche de produits de tradition et ne considère plus uniquement le critère « prix des produits » comme seul facteur de choix. Il s'informe grâce à un étiquetage notamment environnemental pour sélectionner ses produits alimentaires et (re)devient vigilant à ce que le bien être animal soit respecté. Les consommateurs les plus aisés vérifient également que le produit fini ne soit pas obtenu via une artificialisation contre laquelle ils résistent.

Le transfert technologique

Dans un climat économique plus serein et donc propice aux investissements, les grands pays importateurs développent leur propre production pour devenir autonomes afin de se prémunir contre des risques de pénurie alimentaire. La volonté de développement de filières lait dans les pays d'importation (Asie, Afrique, Russie), favorisé par une appropriation de l'étiquetage environnemental par les consommateurs, permet à des industries expérimentées issues de pays exportateurs (Europe, Océanie, Amérique) d'implanter des filiales dans ces pays émergents. La conquête des marchés ne se fait plus par l'exportation de produits, mais par l'implantation d'IAA incluant un transfert technologique. En Europe, les maladies animales émergentes sont maîtrisées grâce à un système de sécurité sanitaire adapté. Cette maîtrise des épizooties et l'expérience des pays traditionnellement producteurs renforcent leur légitimité à exporter leur savoir-faire. Tirant parti de récents progrès dans des technologies laitières innovantes (maîtrise du cracking...), les entreprises françaises bénéficient d'un avantage concurrentiel et développent de nouveaux produits. Désormais, le marché des produits industriels (poudres de lait, ...) n'est plus un simple marché de dégagement d'excédents laitiers, mais devient porteur de valeur ajoutée : l'introduction de l'innovation à un coût de production non excessif permet la mise sur le marché des produits à un prix acceptable, en quantités significatives.

Concurrence extrême

Le développement du marché des produits industriels, désormais bien valorisés, et la fin des quotas se sont accompagnés d'une augmentation de la production laitière

européenne. Le changement climatique avantage les pays tempérés et ralentit le développement des nouveaux pays producteurs. Le marché du lait est caractérisé par un degré élevé de concurrence internationale et d'intensification pour répondre à la demande mondiale. A l'instar de ce qui se fait en Chine, les IAA européennes s'implantent pour produire dans les pays consommateurs puis complètent leur offre par l'export de poudre de lait et autres produits innovants.

Restructuration aval de la filière

En France, les IAA laitières se concentrent dans le croissant laitier, et le rapport de force GSM / IAA laitières s'inverse. La course à un nouveau modèle viable sur le long terme s'engage. La virtualisation des achats entraîne la fin du besoin du « lieu hyper/supermarché » de moins en moins fréquenté par les consommateurs. Les transformateurs laitiers deviennent eux-mêmes des distributeurs. Un modèle d'élevage dominant en monoproduction laitière s'affirme. L'intensification de la production et l'augmentation des investissements y entraînent une forte robotisation et un élevage intensif (tout en respectant le bien-être animal), concentré dans le croissant laitier, et avec de plus en plus de main d'œuvre salariée.

Un second modèle d'élevage, plus confidentiel, s'installe. Familial, plus orienté agro-écologie, il capitalise sur une forte identité locale. Avec l'implication des transformateurs dans la distribution et l'inversion du rapport de force IAA / distribution, les producteurs, y compris leurs outils de transformation coopératifs, gardent un poids significatif vis-à-vis de l'aval et bénéficient également de ces innovations. Grâce à elles et à l'utilisation intensive des nouveaux moyens de communication, les exploitations familiales développent des réseaux de distribution courts. Quelques IAA et les petites exploitations parviennent ainsi à valoriser des produits à forte identité régionale et aliments plus typés, bénéficiant (ou non) de signes de qualité (fromages d'Appellation d'Origine, par exemple).

Une interprofession régulatrice

Soutenue par les politiques publiques, le second modèle minoritaire d'exploitations est encouragé. L'inversion du rapport de force IAA / Distribution permet ainsi aux régions sur les marges du croissant laitier de résister à la concentration géographique. La filière se concerte afin d'encadrer l'équilibre entre les deux modèles d'élevages. Une aide au développement est apportée aux plus petites structures, appuyées par la politique de développement des territoires ruraux menée par l'Europe ; les institutions et l'interprofession servent de « filets de sécurité » dans un espace concurrentiel très ouvert. L'anticipation de la fin des quotas et l'intensification de la concurrence avait entraîné une fluctuation des prix. Ces derniers sont en tension et

susceptibles de fortes variations dans un contexte de fort dynamisme de la demande. Le marché est en surchauffe et en cas de crise, le prix du lait s'effondre. Afin de maîtriser l'offre des volumes de lait produits, les producteurs rejoignent massivement les Organisation de Producteurs (OP) et Coopératives. Ils diminuent ainsi certains coûts en proposant à la transformation, un nombre d'interlocuteurs réduits. Afin d'entretenir de bonnes relations entre les producteurs et les transformateurs, et éviter une concurrence malsaine entre les OP, l'interprofession joue son rôle de « régulation » et s'inspire des politiques américaines d'intervention sur le marché et d'amortissement de la volatilité des prix plancher du lait. L'interprofession contribue à la maîtrise des risques en amont, principalement dans le fonctionnement des OP et Coop, et amortit le risque de tension dans la relation amont/aval établie.

Deux types d'élevages laitiers

Grâce à l'augmentation de la demande, le taux d'installation d'élevages laitiers se maintient à ce qu'il était dans la première décennie du XXIème siècle malgré l'augmentation du prix des terres agricoles. La concentration et l'intensification des fermes se poursuit dans le croissant laitier mais ne se généralise pas à la totalité du territoire. Le modèle dominant lève les freins financiers en permettant l'accès à des capitaux extérieurs, intéressés par le potentiel des produits industriels. La robotisation et le salariat se développent dans ces élevages intensifs pour lesquels le lait est la seule source de revenu. De manière plus limitée, la part de la viande et des services environnementaux croît dans les exploitations herbagères et agro-écologiques du second modèle. Les freins financiers sont plus importants dans ces exploitations qui n'ont pas d'apports de capitaux extérieurs. Les aides européennes permettent l'accès au foncier pour des exploitations qui n'ont pas de solution alternative à l'herbe.

Image 2030 : Les IAA laitières françaises profitent du développement des filières dans des pays jusqu'alors importateurs en s'y implantant. En France, elles intègrent la distribution jusqu'au consommateur. Leur rapport de force avec les producteurs de mieux en mieux organisés est régulé par l'Interprofession qui maîtrise la volatilité des prix du lait. La production du lait standard est surtout réalisée par de grosses fermes automatisées employant des salariés, laissant à la marge des exploitations familiales aidées et productrices de produits plus typés.



Scénario 4 : Le défi de la régression

La poursuite de politiques monétaires ajustées, évite une nouvelle récession économique, mais l'économie mondiale ne renoue pas avec les forts taux de croissance connus auparavant. Les échanges mondiaux se poursuivent dans un contexte de progression des préoccupations environnementales dans les pays développés. Ainsi, les pouvoirs publics ont-ils généralisé en Europe un étiquetage environnemental que les consommateurs ont intégré comme guide dans leurs achats, notamment pour les produits alimentaires.

La fréquence des épisodes climatiques extrêmes augmente. Faute d'effets mesurables des politiques publiques antérieures sur la réduction des émissions de GES, les contraintes sur les secteurs économiques s'intensifient dès le début de la décennie 2020. Dans le domaine agricole et forestier, si la fonction chlorophyllienne (photosynthèse) dorénavant considérée comme un atout dans la lutte contre le changement climatique, est mise au crédit des productions végétales, il n'en va pas de même pour les autres filières.

La remise en cause de l'élevage via ses émissions de GES et la montée des préoccupations liées au bien-être animal se confirment, notamment en Europe. Par ailleurs, les résultats largement diffusés des recherches sur les phénomènes allergiques, les intolérances, la toxicité au-delà de certaines doses de certains constituants du lait, convergent pour prouver le caractère dangereux des produits laitiers et le discours anti lait apparaît fondé et pertinent.

C'est donc bien à une remise en cause globale que doit faire face toute la filière laitière.

Dans un premier temps, ralentissement de la demande intérieure...

Confrontés d'une part à un ralentissement de la demande européenne de produits laitiers, (qui pour partie se reporte sur des produits de substitution d'origine végétale), et d'autre part dans un premier temps à une croissance de la production laitière accompagnée d'une concentration relative de celle-ci (en France dans le croissant laitier) liée à la fin des quotas, une tendance à la baisse des prix européens du lait se fait jour. C'est le développement et l'approvisionnement de la demande des pays émergents qui constituent la planche de salut envisagée par les acteurs de l'économie laitière française, comme européenne.

La diminution des débouchés notamment intérieurs, conduit à une surcapacité de l'industrie laitière, d'autant plus sensible que faute de poursuite d'investissements forts en R&D (en période de baisse des prix), l'industrie française a perdu son avance en matière de maîtrise des technologies (cracking,...).

En conséquence, la croissance des exportations de produits industriels (poudres) vers les pays émergents se révèle insuffisante pour saturer, mais surtout rentabiliser les outils industriels, notamment en assurant un retour sur investissement suffisant en Europe.

...Et recul de la mondialisation...

Pourtant la stabilisation relative de l'économie mondiale et la poursuite du rattrapage Nord-Sud, stimulent la croissance de la demande en produits laitiers des pays-tiers notamment asiatiques. Mais deux phénomènes liés se conjuguent pour que les exportations européennes vers ces destinations, même « dotées » de prix bas, ne compensent pas le recul de la demande européenne.

Si le changement climatique n'a pas pour effet de modifier la localisation de la production mondiale, il favorise l'advenue, à intervalles de temps assez rapprochés, de maladies « nouvelles » qui touchent notamment le cheptel laitier en Europe, maladies qui bien qu'*in fine* maîtrisées, entravent la fluidité des échanges mondiaux.

Ainsi se développe une production locale de produits laitiers adaptés aux marchés émergents, restreignant d'autant les possibilités d'exportations européennes. Les IAA laitières européennes se lancent alors dans une stratégie d'investissements directs à l'étranger (IDE) afin de s'installer au plus près de ces productions ou des demandes nationales croissantes (2nde transformation).

...Puis, réduction de la production française organisée par les OP,...

En France, les exploitations, notamment celles très spécialisées du croissant laitier, en absence de succès d'une stratégie coût-volume généralisée, souffrent des prix bas. La filière française est alors conduite dans un second temps à diversifier son approche en réduisant sensiblement la voilure. Les OP légitimées par la conjonction du recul de la consommation, la montée en puissance des préoccupations « environnement, bien-être animal & santé », ainsi que par l'accroissement temporaire de la production à la sortie des quotas, organisent ce mouvement de repli.

En effet, compte tenu des difficultés financières liées à la difficile rentabilisation de ses investissements européens, et dans l'attente du retour sur investissement des IDE, les transformateurs ne sont pas à même d'accroître leur pouvoir dans la filière : et ce, tant en direction des élevages, dont l'intégration directe ou indirecte ne présente pas dans ce contexte d'intérêt majeur, que de l'aval, car les distributeurs, qui ont investi sur internet et dans une logistique performante de service à la clientèle, ont conservé une partie confortable de la valeur ajoutée (même si l'essentiel de leur activité passe dorénavant par leurs points de vente virtuels - commandes par internet pour l'essentiel - au détriment des supers et hypermarchés de moins en moins fréquentés).

...Segmentation des produits laitiers pour consommateurs exigeants,...

Les évolutions des attentes des consommateurs et des modes de distribution offrent la possibilité de valoriser les approches SIQO (bio, AOP...), environnementalistes ou encore locales. Les sources d'information des consommateurs se multiplient : étiquetage environnemental, développement des informations sur les processus de production, la provenance ou encore le contenu nutritionnel des produits, permises par le marketing en ligne des sites de distribution (ou via le contact direct avec le producteur en circuit court).

Cette stratégie émanant de la production permet une meilleure valorisation du lait, notamment de celui issu de bassins périphériques du croissant laitier dont les débouchés étaient initialement menacés.

Le développement des possibilités de communication autour des produits va jusqu'à permettre de positionner, dans une logique de réponse aux attaques des « anti-laits », des produits artificialisés dépouillés des molécules incriminées (ou a contrario enrichis en substance neutralisant les effets des dites molécules) qui constituent ainsi également un segment différencié du marché.

Parallèlement se poursuit la production des produits laitiers industriels en France, dont les progrès technologiques ont redémarré, bénéficiant de la hausse du prix moyen pondéré du lait, notamment lié au rapatriement de la valeur ajoutée générée dans les pays émergents au sein des groupes laitiers à capitaux européens. Néanmoins les flux portant sur les produits industriels standard sont soumis à de nombreux aléas, notamment, en lien avec le changement climatique, (advenue des maladies émergentes dans les pays traditionnellement exportateurs, ou niveau de pousse d'herbe et par voie de conséquence de production laitière des pays émergents,...) aléas qui conditionnent le niveau de demande mondiale sur ces produits.

Leur poids relatif demeurant non négligeable dans l'écoulement de la production française et européenne, le prix du lait demeure variable.

...Retour à l'autonomie des systèmes fourragers et développement de la multispécialisation.

Cette variabilité des prix mais surtout la réduction quantitative de la demande intérieure liée à la mauvaise image du produit, (même si l'évolution récente de l'offre permet à nouveau de retrouver de la valeur ajoutée) n'a pas conduit à une évolution importante du prix des terres en France, notamment celles à vocation herbagère : il a peu de vocations laitières chez les jeunes (notamment par comparaison avec les autres catégories socioprofessionnelles) et les taux d'installation sont faibles.

L'accès à la robotisation demeure onéreux, le secteur n'attirant pas suffisamment les investisseurs extérieurs à l'exploitation, et notamment pas les IAA laitières, pour dépasser les contraintes d'un financement essentiellement familial. La technologie du sexage des semences ne se révèle pas suffisamment inductrice d'avantages comparatifs déterminants pour se généraliser.

Ainsi n'y a-t-il pas de réelle incitation à l'accroissement de la spécialisation des exploitations laitières par une intensification en capital.

Le développement des exploitations se fait dorénavant davantage par l'accroissement de la quantité de travail, notamment dans les exploitations de grande taille en SAU où le salariat croît. Les logiques agro-écologiques, potentiellement valorisables sur un marché où l'affichage environnemental est devenu une des références importantes de l'étiquetage, et/ou la multi-spécialisation, comme facteur de réponse structurelle à une exposition croissante à l'aléa et notamment à la variabilité des cours se développent, sans que le modèle spécialisé et concentré « classique » ne devienne négligeable dans l'approvisionnement des IAA laitières françaises.

Image 2030 : Un discours anti-lait et anti élevage fondé conduit à une réduction de la demande intérieure. Le marché européen est initialement excédentaire : l'advenue de nouvelles épizooties en Europe en lien avec le changement climatique, ainsi que le développement des investissements directs dans les pays-tiers des IAA laitières européennes, n'ont en effet pas permis au marché mondial d'absorber l'excédent de production européenne, et le prix du lait baisse.

Face à cette situation et face aux contraintes environnementales et sociétales pesant sur l'élevage, les OP européennes organisent la réduction de la voilure de la production et recherchent tous azimuts, via leurs propres outils de transformation ou en partenariat avec l'industrie, des gisements de valeur ajoutée pour satisfaire des consommateurs exigeants aux attentes différenciées guidés dans leur choix par un étiquetage environnemental qui s'est généralisé. En matière de système de production agricole, la course à la spécialisation laitière s'arrête avec retour à une relative autonomie des systèmes fourragers.

